

**Rien à mendier et à aménager. Tout à prendre et
à détruire !**

Des anarchistes

2015

En mai 2015, l'assemblée nationale a voté et adopté une loi contre le gaspillage alimentaire, concernant essentiellement les grandes surfaces de supermarché.¹ Celle-ci interdit aux patrons des grandes enseignes de jeter aux ordures les denrées alimentaires « périmées » (mais pour la plupart encore comestibles). A première vue, on pourrait s'arrêter à l'aspect positif d'une telle loi. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que la totalité de la nourriture est destinée aux marchands de misère² des associations caritatives, tels que Emmaüs, la Croix-Rouge, le Secours Populaire/Catholique... Comme pour toute loi, l'Etat en tire des intérêts considérables, principalement celui de laisser le soin aux associations humanitaires de gérer la misère.

La première idée qui pourrait nous venir à l'esprit est celle que la récup' serait rendue davantage difficile par l'acheminement rapide des denrées « périmées » dans les camions frigorifiques de ces organismes. Mais il serait naïf de penser que la criminalisation de celles et ceux qui vont récupérer de la bouffe s'estompera avec cette nouvelle loi car c'est l'acte d'auto-détermination qui est puni par l'Etat. Confier la distribution aux organismes caritatifs lui permet de leur déléguer une mission précieuse : la gestion et le flicage des pauvres. Mais l'action humanitaire de ces associations a pour but principal de mettre un pansement sur les saignées que nous infligent cette société et ainsi calmer les pauvres et assurer la paix sociale. Le travail de sous-fifre de la police par ces organismes (Croix-Rouge, Emmaüs, France Terre d'Asile...) est désormais connu, notamment en matière de fichage des indésirables dépourvus de papiers (comme cela a récemment été le cas lors de l'expulsion d'un camp de sans-papiers de La Chapelle à Paris). Ces mêmes organismes humanitaires qui gèrent les camps pour sans-papiers ont également pour but de hiérarchiser les demandes d'asile et ainsi diviser les migrants. Mais revenons au sujet.

Dans les cercles militants, il n'est pas rare d'entendre que la récup' est différente du vol car les produits récupérés seraient « invendus », « gaspillés » (cheminement logique de la production au sein du système capitaliste) et que ça ne s'attaquerait finalement pas directement aux porte-feuilles des patrons (ce qui en soit montre une certaine forme d'hypocrisie et de lâcheté quand la personne en question se dit être « anti-capitaliste »). Pourtant, la récup' est pour le capitaliste la même chose que du vol. De son magasin jusqu'à sa poubelle s'étend sa propriété.

A l'heure actuelle, alors que les préoccupations de nos militants anticapitalistes et libertaires sont de monter des AMAP, de faire des jardins potagers³ et ainsi cultiver l'alternative dans un monde qui nous écrase, la nouveauté du moment est la récup' dans les poubelles : c'est ce à quoi aspire le collectif 'Foodsharing', créé en 2012 en Allemagne et qui trouve écho du côté de Rennes.⁴ Leur principe est de mettre en relation des gens pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Présenter ça comme quelque chose de révolutionnaire, fallait oser ! Pire,

¹ Les petites et moyennes surfaces semblent sortir de ces « obligations ». Leurs poubelles seront donc toujours aussi remplies...

² Pour citer – un fait qui vient directement à l'esprit – l'incendie du foyer d'immigrés du boulevard Auriol (XIIIème arr.) à Paris en 2005, faisant 17 morts. Cet immeuble de plusieurs logements, anciennement réquisitionné par le DAL, était au moment de l'incendie géré par l'association 'France Euro Habitat (Freha)', affiliée à Emmaüs. L'Etat avait confié la gestion à cette association caritative et les travaux de rénovation ont été assurés par l'entreprise 'Paris Banlieue Construction (PBC)'. L'organisme de charité se faisait du fric sur la misère des familles immigrés, qui ont fini par périr dans l'incendie de ce bâtiment vétuste (qui n'avait pas été remis aux normes).

³ La mode du moment est à l'AMAP pour Besançon, aux jardins-potagers pour Dijon. (L'exemple qui vient immédiatement à l'esprit est le quartier des Lentillères à Dijon, où les terres sont occupées et cultivées depuis environ cinq ans contre un projet d'éco-quartier de la municipalité. En somme, c'est une reproduction de l'idéologie zadiste avec tous ses travers (préserver l'existant et ne surtout pas s'en prendre à l'existant). D'ailleurs, ce n'est pour rien que ces militants ont très mal accueilli la manif émeutière qui a secoué Dijon après la mort de Rémi Fraisse, ou lorsque des tags décoorent régulièrement les murs du quartier..) C'est faire le choix de l'alternative quand les villes se transforment en prison, de délaisser les luttes contre l'Etat et le capital qui oppriment nos vies. Au passage, ces pratiques qui s'apparentent plus à des « services » sont déjà utilisées par les bobos qui s'installent dans les quartiers autrefois prolétaires. A la différence près que ceux-ci n'entendent aucunement lutter contre ce monde d'oppression et d'exploitation.

⁴ Ce texte, intitulé « La révolution des poubelles » est consultable ici : <https://nantes.indymedia.org/articles/31858>. Décidément, ce genre de textes citoyens abondent sur les indymedia. Celui de grenoble nous a pondu une perle : <https://grenoble.indymedia.org/2015-08-12-Les-vieux-reacs-memes-aux-pieds-de> (mais le commentaire qui se finit par « Mort au gauchisme, vive l'anarchie ! » en dessous le critique suffisamment pour y consacrer quelques lignes.

ce collectif se vante de collaborer avec les commerçants, ces « camarades » bien connus de nos luttes. Voici les termes qu'il emploie : « C'est avant tout un travail que l'on fait avec les commerçants et pas contre les grands méchants capitalistes. L'opposition binaire manichéenne commerçants/glaneurs n'a pas toujours lieu d'être, et c'est plus efficace de saisir le problème à bras-le-corps collectivement. Avec l'émergence de ce concept-là, il devient clair que chacun est concerné par le gaspillage alimentaire, autant le consommateur que le revendeur, lui-même consterné de devoir légalement jeter chaque soir ses propres produits en quantités grotesques. ». En mettant en avant les problèmes techniques de l'application de cette loi, ce collectif de « sauveurs de bouffe » (et de l'existant) a comme objectif de faire concurrence à l'Etat et ses organismes humanitaires et donc de venir au secours de la domination.

Un exemple pour le moins significatif s'est produit au niveau local :

Fin décembre 2014 à Besançon, le petit milieu militant s'est indigné du fait que deux SDF se sont retrouvés face au taser du patron d'un 'Casino Shop' au moment de se servir dans sa poubelle, ce qui lui a valu de finir en garde-à-vue chez les flics. Cette récup' s'étant passée en pleine période de Noël – propice à la fois à la consommation de masse et à la charité chrétienne, le tract-affiche de solidarité⁵ qui a circulé juste après visait à condamner l'attitude du commerçant, de ses protecteurs armés de la BAC et gratte-papiers de la presse locale avec un ton cherchant à susciter l'indignation citoyenne, mais aussi sur le fait qu'au fond, il n'y avait rien de mal à aller récupérer des produits jetés à la poubelle. Comme si voler dans les rayons des supermarchés était un acte marginalisé qu'il ne faudrait surtout pas encourager. Du coup, nos chers libertaires, si attachés à la morale, défendent les bons pauvres qui fouillent humblement dans les poubelles, mais qu'en est-il pour ceux – les mauvais pauvres – qui volent dans les rayons ou attaquent le vigile ?⁶ Pour notre part, la solidarité doit s'exprimer envers chaque acte allant dans le sens de l'auto-détermination et de la révolte quel qu'il soit.

L'Etat lutte bel et bien contre le gaspillage alimentaire – thème si cher à nos partisans de la récup' – et redistribue aux pauvres les restes des riches par l'intermédiaire de ces charognes humanitaires, rouges utiles du pouvoir.

Cette loi est somme toute sociale et finalement bien digne d'un Etat social-démocrate : Etat dans sa volonté de contrôler les pauvres – qui peuvent être imprévisibles – et gérer la misère sociale que l'économie et l'Etat créent eux-mêmes, dans un contexte toujours plus propice à l'expropriation ; Social-démocrate dans sa bonté caritative qui parcourt les mythes du gauchisme radical. Et au fond paternaliste, c'est à dire toujours aussi autoritaire mais qui tente de faire participer les exploités à leur propre exploitation.

Pour le code pénal, la récup' dans des poubelles et le vol s'équivalent. Pourtant, la première est socialement acceptée (même si, comme on l'a vu, il subsiste des exceptions), vu que ce sont les surplus, autrement dit les miettes que les riches laissent aux pauvres. En nous donnant quelques miettes, le pouvoir garde justement sous contrôle la pression de la cocotte minute sociale. Mais pour nous, en tant qu'anarchistes, le but est exactement que celle-ci explose.

Pourquoi mendier auprès des humanitaires ou adopter une démarche citoyenne ? Autant se servir directement dans les magasins et si cela n'est pas possible, aller prendre la bouffe là où elle est.

Cependant, nous savons bien que voler dans les magasins (qu'il soit individuel ou collectif), tout comme le fait de squatter,⁷ sont insuffisants dans une perspective révolutionnaire : ce n'est qu'une façon de se débrouiller et de survivre dans ce monde de merde .

Quelques expropriations collectives de supermarchés ont eu lieu en France lors de grands mouvements sociaux, sans vraiment attaquer la propriété et la marchandise qui va avec. Mais celles qui se sont déroulées ces dernières années en Grèce (ou ailleurs), avec dans la foulée des distributions dans les quartiers alentours marquent une rupture révolutionnaire avec cette pratique expropriatrice la plupart du temps appelée 'auto-réduction'. En juin

⁵ On peut aller le consulter ici : <https://cntbesancon.files.wordpress.com/2015/02/soutien-glaneur.pdf>

⁶ Pour exemple, encore à Besançon. Lundi 3 février 2014, un SDF est pris en flag' de vol d'une bouteille d'alcool à Monoprix. Ce dernier ne se laisse pas faire, menace le vigile avec un couteau et revient quelques minutes après avec une bombe lacrymo et lui asperge la gueule. Il est envoyé en taule pour 4 mois le lendemain en comparution immédiate.

⁷ La récup', le vol comme le squat sont des pratiques de la "débrouille". Squatter ne signifie pas lutter contre l'Etat et le capital. Ca montre surtout une volonté de ne pas se résigner à subir la misère dans laquelle la domination nous jette quotidiennement. Bon nombre de squats cultivent l'entre-soi, restent cloisonnés à leur contre-culture. Leurs principales activités se limitent la plupart du temps à organiser des concerts de soutien ou des bouffes, de Paris à Marseille.

2010, on se souvient que l'une d'elles s'était soldée par la destruction incendiaire de l'argent stocké dans les caisses et le sabotage des caméras de surveillance de l'enseigne. Piller et détruire est une phase supplémentaire dans notre volonté concrète de rompre définitivement avec cette société. Mais nous avons encore en tête les images de centres commerciaux en flammes lors de la révolte urbaine de novembre 2005. Alors impulsons dans ce sens, plutôt que de promouvoir une quelconque forme de misérabilisme, de charité et d'alternative.

Pour la destruction de ce monde et l'auto-détermination de nos vies !

Des anarchistes.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Des anarchistes
Rien à mendier et à aménager. Tout à prendre et à détruire !
2015

Consulté le 18 septembre 2016 de lechanoiremeutier.noblogs.org

fr.theanarchistlibrary.org